

Terrorismes contemporains

Le terrorisme ne date pas d'hier et n'est pas l'apanage des fous du Dieu monothéiste. C'est «un objet à part entière de l'histoire des relations internationales», précise l'historienne Jenny Raflik, maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, dans une récente publication : *Terrorisme et mondialisation*(*).

L'auteure entreprend une lecture critique des liens intrinsèques entre terrorisme et mondialisation depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à nos jours.

L'internationalisation du terrorisme depuis le XIX^e siècle n'a pas affecté la «suprématie» des travaux anglo-américains sur l'étude du phénomène, principalement rattaché à la montée en puissance des phénomènes de mondialisation puis de globalisation économiques.

Tout en s'attardant sur la dimension «politique» du terrorisme, l'auteure souligne, par ailleurs, son endurance comme «projet politique dans la durée» et son recours à «l'utilisation d'une violence transgressive bien que présentée et considérée comme légitime par le terrorisme, inscrite dans l'immédiat».

Une typologie des terrorismes contemporains, tous internationalisés, permet de recenser trois variantes :

- un terrorisme dit «nationaliste» ou ethno-nationaliste qui a pris pied dans les Balkans puis dans le monde entier avec la décolonisation, car il circonscrit ses revendications dans un cadre géographique national, même s'il recourt à des logiques internationales et transnationales ;

- un terrorisme dit «anarchiste» d'inspiration révolutionnaire (anarchiste, d'extrême-gauche), qu'elle date de la période 1870-1930, ayant pour particularité l'usage progressif de la «propagande par le fait» ;

- un terrorisme dit «syncrétique» ou identitaire (Ku Klux Klan, Black Panthers, terrorisme islamiste), qu'elle

fait remonter aux années 1970 pour se poursuivre de nos jours dans le terrorisme islamiste, et dont le caractère commun serait à trouver dans la détestation des démocraties occidentales.

Les croisements avec les Etats ne sont pas à négliger. Ils ne sont pas étrangers à cet amer constat : «Depuis la première Conférence internationale contre le terrorisme anarchiste, en 1898, les Etats ont tenté sans succès de s'unir pour endiguer la menace terroriste. Jusqu'à aujourd'hui, ils paraissent incapables de dépasser leurs intérêts individuels pour parvenir ne serait-ce qu'à donner une définition commune du terrorisme. Quant à le combattre...»

C'est alors en leur sein qu'il faudra peut-être chercher cette «union sans la solidarité» qui caractérise leur quête d'un effort commun depuis la conférence anti-anarchiste tenue à Rome en 1898, en passant par la SDN dans les années 30, jusqu'aux tentatives onusiennes des années 1970-1980, avant que ne s'ouvre la période d'union sacrée ayant suivi le 11 septembre 2001 – une parenthèse vite refermée avec l'occupation de l'Irak en 2003.

Refusant de s'inscrire à l'intérieur des espaces territoriaux souverains des Etats, le terrorisme obéit à des logiques de «réappropriation» spatiale, de «reterritorialisation», qui reconfigurent les données traditionnelles de l'Etat-nation dans un souci «idéologique, matériel et opérationnel» évident – même si cela est prôné au nom de nouvelles souverainetés, telle celle, transnationale, de l'umma ou communauté des croyants musulmans.

Le terrorisme s'explique mais ne se justifie pas. Parmi les explications parfois avancées, notamment par l'école néo-marxiste : les inégalités, la misère, la pauvreté et les injustices véhiculées par la mondialisation. Jenny Raflik réfute cette thèse, lui préférant la piste de l'exil : «Le terroriste est, ou se pense souvent comme, un exilé : de l'intérieur, lorsqu'il appartient à l'origine au milieu, à la société, au pays qu'il est ensuite amené à combattre ; de l'extérieur, lorsqu'il perçoit comme

radicalement différente ou antagoniste l'entité contre laquelle il se rebelle.»

Plus que toutes les motivations économiques inhérentes à la mondialisation, ce sont les moyens de communication qui donnent de l'espace au terrorisme. L'apport des réseaux sociaux à la radicalisation, à la conversion et au recrutement des jeunes européens témoigne largement de cette donne. Analysant le «choix cornélien» entre sécurité et liberté, entre guerre et mesures policières, entre dispositifs législatifs réguliers et d'exception au cœur des politiques antiterroristes – les Algériens ont été les précurseurs en la matière en se divisant entre éradicateurs et réconciliateurs –, Jenny Raflik souligne le nécessaire apport (à ne pas confondre avec instrumentalisation ou manipulation) des contre-pouvoirs, qu'ils émanent d'un contrôle étatique ou de la société civile, comme rempart à la fine frontière qui séparerait parfois en la matière démocraties et régimes autoritaires.

Ce faisant, elle rejoint Marcelo Kohen, professeur de droit international à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, qui, dans une brillante contribution qui lui a certainement valu beaucoup d'inimitiés, assène ses vérités : «Que personne ne se trompe. La situation actuelle n'est pas le résultat des «imperfections» du droit international ou du prétendu angélisme de ceux et celles qui prônent son respect. L'afflux des réfugiés qui fuient ceux-là mêmes qui commettent les attentats est le résultat des errements des grandes puissances en Irak, en Libye et en Syrie depuis des années. Les moyens de la sécurité collective sont là à la disposition des Etats depuis belle lurette. L'arsenal des instruments internationaux de lutte contre le terrorisme aussi. Que certains gouvernements décident d'agir seuls ou dans une coalition organisée autour du commandement exclusif et incontesté d'une seule puissance est un choix politique dont les conséquences se font durement sentir aujourd'hui.»

Les instruments de légitimation de



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

la lutte contre le terrorisme n'ont jamais fait défaut. Le débat porte davantage sur la nature des armes à employer, proportionnellement à la menace : «Ce n'est pas parce que l'on doit faire face à un ennemi qui ne respecte même pas la plus insignifiante règle du droit humanitaire, ou la dignité humaine tout court, que l'on doit répondre en s'abaissant à son niveau.

Lorsqu'on laisse de côté le droit pour combattre le terrorisme, c'est parce que le terrorisme a imposé sa vision des choses.(*)

La plupart des Etats capitalistes qui jouaient aux vierges effarouchées dans les années 1990 – soutenant, finançant et armant les groupes islamiques armés – n'hésitent pas à décréter des états d'urgence et d'exception privatifs de libertés, dignes des républiques bananières, à la moindre petite menace à l'ordre public.

A. B.

(*) Jenny Raflik, *Terrorisme et mondialisation. Approches historiques*, Gallimard, coll. «Bibliothèque des sciences humaines», 2016, 407 pages.

(**) Marcelo Kohen, *Contre le terrorisme, avec les armes du droit*, Le Temps 20 novembre 2015.

Le Soir sur Internet :
http://www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Le silence des agneaux !

Tizi-Ouzou. Quel bilan tirer de la marche contre l'insécurité ? Plusieurs...

... agressions, quatre vols de portables et un collier en or dérobé !

Bon ! Maintenant que le pays – al-hamdoulillah – s'est doté d'une loi sur le fermage de gueule des militaires, il faut vite passer à l'étape qualitative suivante : une autre loi portant elle «fermage de gueule des civils» ! Y'a pas de raison ! Nous sommes un pays démocratique, profondément démocratique, intensément démocratique, surtout en matière de silence imposé et non imposable. Les militaires se taisent. Alors, les civils aussi doivent se taire. Je sens déjà le filon. Et j'anticipe en achetant à bas prix des manuels de langage des signes. Je pense en écoulé des millions d'exemplaires en très peu de temps, et dans un silence total, bien sûr. Comment dit-on à son boulanger «donnez-moi une baguette de pain, pas trop cuite» ? Mais n'allons pas plus vite que la musique. Et apprenons d'abord à décoder l'ordre donné par le conjoint en langage des signes : «Chéri ! N'oublie pas de prendre du pain

avant de rentrer.» Je sens que les soirées dans les chaumières algériennes vont être animées. Signalétiquement animées, s'entend ! Et d'ores et déjà, j'en appelle au ministère de l'Habitat et aux architectes talentueux que compte le pays : s'il vous plaît, dans vos nouvelles cités, prévoyez des chambres et des salons aux dimensions respectables et surtout au plafond haut placé. Contraints au silence, nous allons devoir parler avec nos bras, faire des moulinets tout le temps. Et un plafond haut, c'est tout de même mieux pour éviter de décrocher le lustre lorsque j'explique en... silence, mais avec force gestes que c'est le seul pain qui restait chez le boulanger à 19 h, et que si ça ne plaît pas à Madame, elle n'a qu'à faire de la galette ! Comment dit-on «chérie, tu nous fais de la galette, s'il te plaît ?» J'ai dû me tromper dans ma gestuelle, parce que ma chérie, à décoder ses gestes en ce moment, et surtout l'angle très agressif de ses sourcils arqués, est en train de me dire en langage des signes : «Eh ! Oh ! Et si t'allais ailleurs fumer du thé pour rester éveillé à ton cauchemar qui continue...»

H. L.